

Points principaux de la politique

Implications de l'adoption du télétravail sur les politiques territoriales:

Un regard sur les pays du G7

À propos de l'OCDE

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est également à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre et aider les gouvernements à répondre aux nouveaux enjeux et aux nouvelles préoccupations, tels que la gouvernance d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre ainsi aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

À propos du Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

Le Centre aide les gouvernements locaux, régionaux et nationaux à libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises (PME), à promouvoir des régions et des villes inclusives et durables, à stimuler la création d'emplois locaux et à mettre en œuvre des politiques touristiques judicieuses.

À propos de cette brochure

Cette brochure reproduit les points saillants du rapport *Implications de l'adoption du télétravail sur les politiques territoriales: Un regard sur les pays du G-7*, qui fournit un certain nombre d'éléments politiques à prendre en compte pour guider l'élaboration des politiques à court et à long terme afin de mieux préparer les régions à ce qui pourrait être une "nouvelle normalité". Ce rapporta été préparé avec le soutien du Ministère japonais du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme. Pour accéder au rapport complet, veuillez consulter le site <https://www.oecd.org/regional/rural-development/>

Introduction : l'impact du COVID-19 sur les politiques territoriales

Le COVID-19 a accéléré la numérisation du travail et des interactions sociales. Les fermetures mondiales pour contenir la pandémie ont forcé les entreprises et les travailleurs à exécuter des fonctions quotidiennes par des moyens virtuels. Ce phénomène a accéléré l'adoption et l'acceptation du télétravail, qui restera probablement en place dans sa forme hybride après la pandémie. Les gouvernements nationaux et infranationaux peuvent jouer un rôle décisif dans la mise en place de conditions favorables aux travailleurs et aux entreprises qui souhaitent adopter le télétravail, tout en améliorant la qualité de vie dans toutes les régions.

Le télétravail a déjà révélé un certain nombre d'avantages pour nos vies, notamment une réduction des émissions de gaz à effet de serre liées au transport, une plus grande flexibilité du travail et des économies potentielles pour les entreprises. Pourtant, tout le monde n'a pas pu profiter des formes virtuelles d'interaction en raison des lacunes de l'infrastructure numérique et des compétences numériques parmi les différents lieux, travailleurs et entreprises. Étant donné qu'une forme hybride de télétravail sera probablement l'un des héritages durables de la pandémie, et qu'elle pourrait être accélérée par le progrès technologique et les investissements, les gouvernements doivent faciliter et permettre cette transition.

Au cours des dernières décennies, les régions rurales ont été confrontées à une croissance plus faible du niveau de vie ainsi qu'à un déclin et un vieillissement de la population plus importants que dans les villes, ce qui a alimenté le fossé entre les villes et les campagnes. Le télétravail offre aux régions situées en dehors des grandes villes de nouvelles possibilités d'atténuer ou d'inverser ces tendances structurelles en attirant de nouveaux résidents, grâce à des logements plus abordables, un coût de vie moins élevé et de meilleures conditions environnementales, afin de stimuler les activités économiques et de revitaliser les communautés. De même, les entreprises pourraient être incitées à modifier leurs stratégies immobilières, soit en réduisant leur taille, soit en délocalisant une partie, voire la totalité, de leur siège social.

Les villes peuvent également tirer parti de ces tendances et être prêtes à s'y adapter. Bien qu'un exode massif des villes ne soit pas envisagé, en grande partie parce que les villes continueront probablement à attirer la majeure partie des travailleurs et des entreprises en raison des avantages associés aux économies d'agglomération, les modèles hybrides de télétravail auront des répercussions spatiales, par exemple sur les espaces de bureaux, les transports publics, les services locaux et les infrastructures. Les politiques nationales ont donc un rôle important à jouer pour faire en sorte que la concurrence régionale pour attirer les travailleurs et les entreprises débouche sur des scénarios gagnant-gagnant.

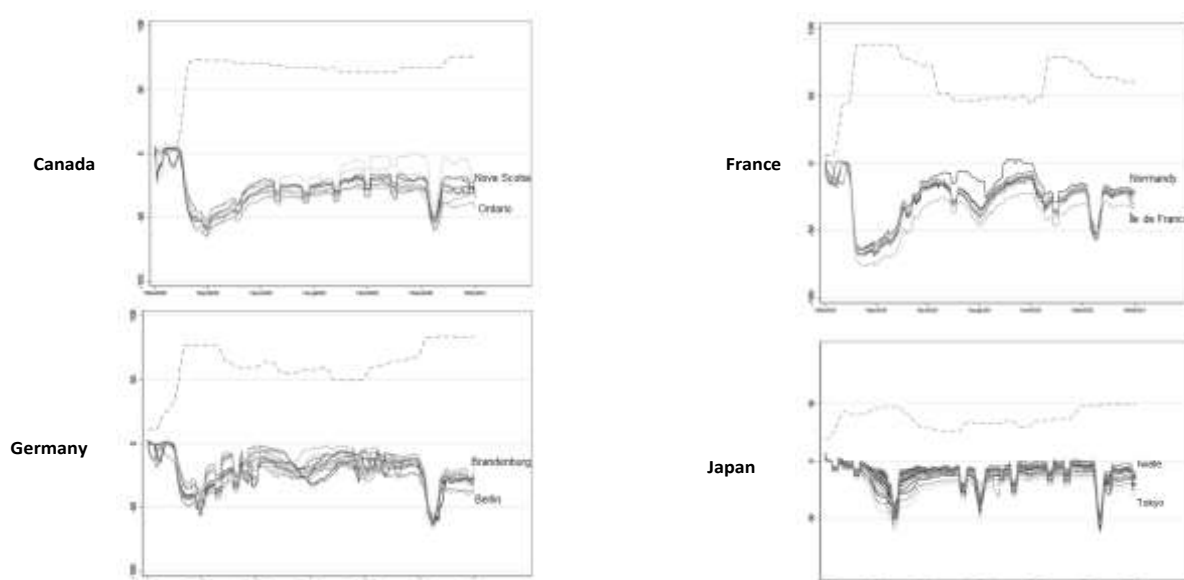
Le présent rapport propose un certain nombre de pistes d'action pour guider l'élaboration des politiques à court et à long terme afin de mieux préparer les régions à façonner la nouvelle normalité. Le rapport s'appuie sur des données infranationales en temps réel et sur des enquêtes statistiques nationales pour analyser l'évolution des schémas de mobilité des personnes et les déterminants de l'adoption du télétravail selon les types de travailleurs et les lieux. Il identifie également différents scénarios de modèles d'implantation qui pourraient voir le jour après le COVID-19, soulignant comment l'évolution des modèles de travail pourrait avoir un impact sur le développement régional et dans une série de domaines politiques, y compris les infrastructures, les soins de santé et l'environnement.

Une vue granulaire des modèles de mobilité pendant la pandémie

L'identification des impacts du COVID-19 sur la mobilité quotidienne des personnes en raison des mesures de confinement peut aider à déterminer si des tendances temporaires ou plus permanentes émergent dans les décisions de localisation des personnes et des entreprises dans différents types de régions. Les données en temps réel, telles que Mapbox et Google mobility, permettent de suivre la mobilité des personnes au niveau local et régional et le degré de changement dans le temps pendant les premières phases de la pandémie.

Les données et les analyses se concentrent sur les schémas de mobilité quotidienne en 2020 et début 2021 et révèlent que la pandémie de COVID-19 a eu un impact durable sur la mobilité, avec un certain soulagement pendant les mois de l'été 2020. Si l'on considère par exemple les modèles de mobilité des navetteurs, l'impact a été plus fort dans les régions où se trouvent de grandes villes comme Tokyo et l'Île-de-France pendant les première et deuxième vagues, qui, à leur tour, affichaient le plus haut niveau de mobilité avant la pandémie (Figure 1)¹.

Figure.1. Mobilité vers les lieux de travail dans les régions TL2 et rigueur des politiques de verrouillage dans certains pays du G-7



Note: Mobilité = variation en pourcentage de la mobilité vers les lieux de travail (par rapport à la valeur médiane pour le jour de la semaine correspondant au 3 janvier et au 3 février 2020) au sein de la région TL2. L'indice de rigueur (ligne de dash) est une approximation de la rigueur des politiques de type "lockdown" qui restreignent (principalement) le comportement des personnes.

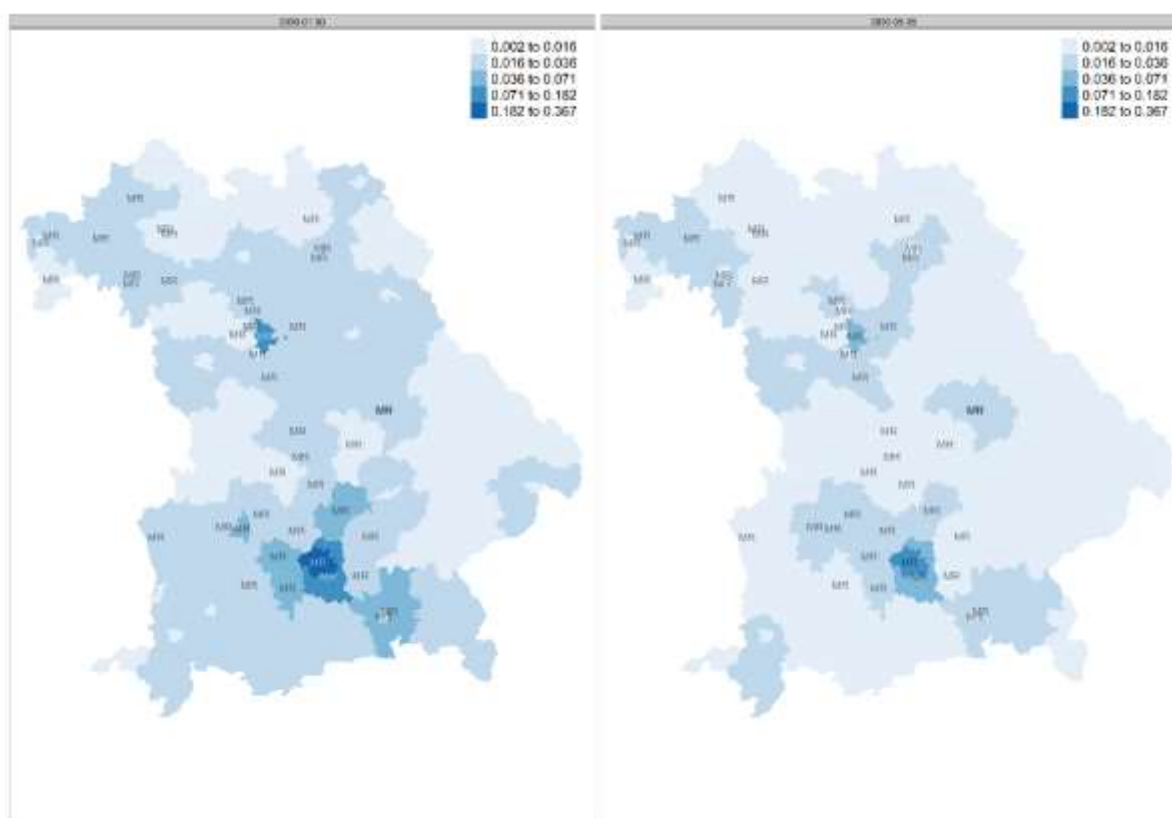
Source : Élaboration des auteurs basée sur (Google LLC, 2021) et (Hale, T., S. Webster, A. Petherick, T. Phillips, et B. Kira, 2020a).

¹ Comme le suggèrent les données de Google, cette situation pourrait être principalement due à une mobilité réduite liée au travail.

Malgré cela, les données Mapbox disponibles sur la mobilité dans les zones rurales des États-Unis et dans les régions non métropolitaines d'Allemagne ne permettent pas d'observer une nette augmentation de l'activité dans les zones rurales alors que l'activité dans les villes ralentit. Au contraire, les données suggèrent qu'en février 2021, les niveaux de mobilité étaient encore loin d'être normaux partout et que la mobilité dans les zones rurales et urbaines était principalement corrélée et ne se substituait pas l'une à l'autre.

Par exemple, en Bavière et dans la vallée de la Ruhr en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Allemagne), la chute de l'activité dans les grandes régions métropolitaines telles que Munich et Düsseldorf après la première vague a coïncidé avec la chute de l'activité dans les grands groupes industriels des régions non métropolitaines environnantes (Figure 2). D'autres régions non métropolitaines plus éloignées des grandes villes présentaient de faibles niveaux de mobilité avant et après le choc.

Figure 2. Indice d'activité dans les régions TL3 en Bavière (Allemagne), janvier et mai 2020



Note : M indique une région métropolitaine. Les régions sans étiquette sont des régions non métropolitaines.

Source : Élaboration de l'auteur à partir de (Mapbox, 2021^[8]).

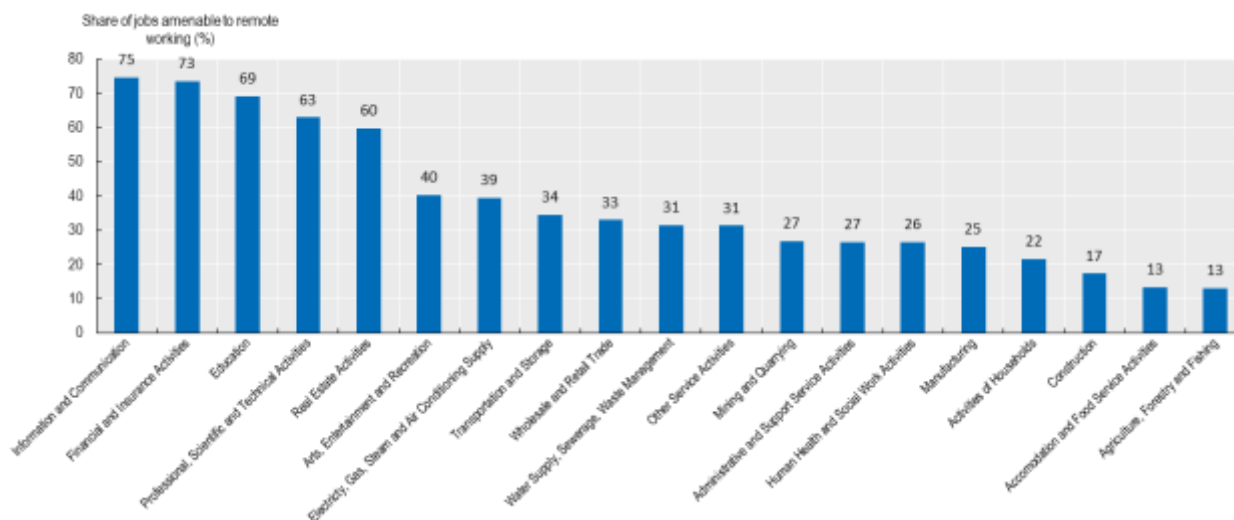
Dans le même temps, les tendances en matière de mobilité et les variations régionales au sein des pays ne semblent pas s'expliquer uniquement par les politiques de confinement. En effet, les données montrent que le classement des régions en fonction de leur niveau de mobilité lors de la première vague est resté relativement stable tout au long de l'année dans chaque pays, y compris lors de la deuxième vague. Cela implique que le poids des facteurs structurels sur la mobilité peut être difficile à surmonter par des politiques différenciées, du moins tant que la pandémie continue à se développer.

Déterminants du télétravail dans les régions

La capacité du télétravail varie considérablement selon les secteurs d'activité et les professions, et comme chaque région tend à se spécialiser dans des activités économiques différentes, ces capacités seront également différentes selon les lieux. Par exemple, l'aptitude au télétravail atteint 70 % pour les cadres et les professions libérales, mais est inférieure à 10 % pour les travailleurs qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, ainsi que pour les artisans et les commerçants. En moyenne, les travailleurs qui gagnent des salaires plus élevés et qui ont un niveau d'éducation plus élevé occupent des professions qui se prêtent au télétravail. À son tour, le potentiel de télétravail des industries dépend de la composition professionnelle de leurs travailleurs (Figure 3). Alors que la plupart des travailleurs employés dans le secteur de l'information et de la communication peuvent travailler à domicile (75 %), par exemple, moins de 20 % peuvent le faire dans les secteurs de la construction, de l'agriculture, de l'hébergement et de la restauration.

Figure 3. Certains secteurs se prêtent mieux que d'autres au télétravail

Pourcentage des emplois pouvant être exercés à distance, par secteur d'activité, 2019



Note : Le nombre de travailleurs qui peuvent travailler à distance en pourcentage du total des travailleurs de l'industrie.

Source : Calculs de l'OCDE basés sur l'Enquête européenne sur les forces de travail (2019), l'American Community Survey (2019), l'Enquête canadienne sur les forces de travail (2019) et les données du Occupational Information Network (consultées en mars 2021).

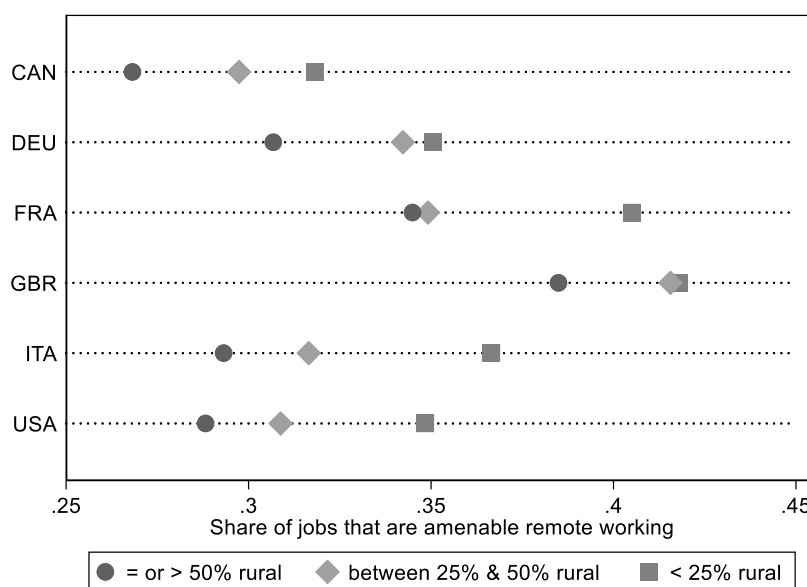
La répartition des professions du télétravail varie selon les régions

La répartition territoriale des professions et des secteurs est un facteur déterminant de la capacité des régions à s'adapter à la nouvelle normalité. Il y a moins d'emplois se prêtant au télétravail dans les régions caractérisées par des niveaux élevés de ruralité. Dans la plupart des pays du G-7, près d'un tiers des professions sont considérées comme facilement compatibles avec le télétravail. Les lieux où la part des professions se prêtant au télétravail est la plus élevée dans les régions ont tendance à présenter des caractéristiques plus urbaines. Parmi les pays du G-7 pour lesquels des données sont disponibles, le Royaume-Uni (RU) a la part la plus élevée de professions se prêtant au télétravail, tandis que le Canada a la part la plus faible, suivi de près par les États-Unis (Figure 4).

Si l'on regarde à un niveau plus granulaire, le potentiel de télétravail est plus élevé dans les zones plus densément peuplées dans tous les pays du G-7. Si l'on applique le "degré d'urbanisation" de la Commission européenne pour distinguer les différents types d'établissements dans les pays européens (OCDE, 2020), les villes (plus de 50 000 habitants) ont une part d'emplois se prêtant au télétravail supérieure de 13 points de pourcentage à celle des zones rurales. En outre, le potentiel de télétravail dans les villes et les zones semi-denses est similaire à celui des zones rurales.

Figure 4. Télétravail dans les pays du G-7 (2019)

Part des professions se prêtant au télétravail dans les régions TL2, avec différents degrés de ruralité



Source : Enquête européenne sur les forces de travail ; American Community Survey ; Enquête canadienne sur les forces de travail ; base de données régionale de l'OCDE.

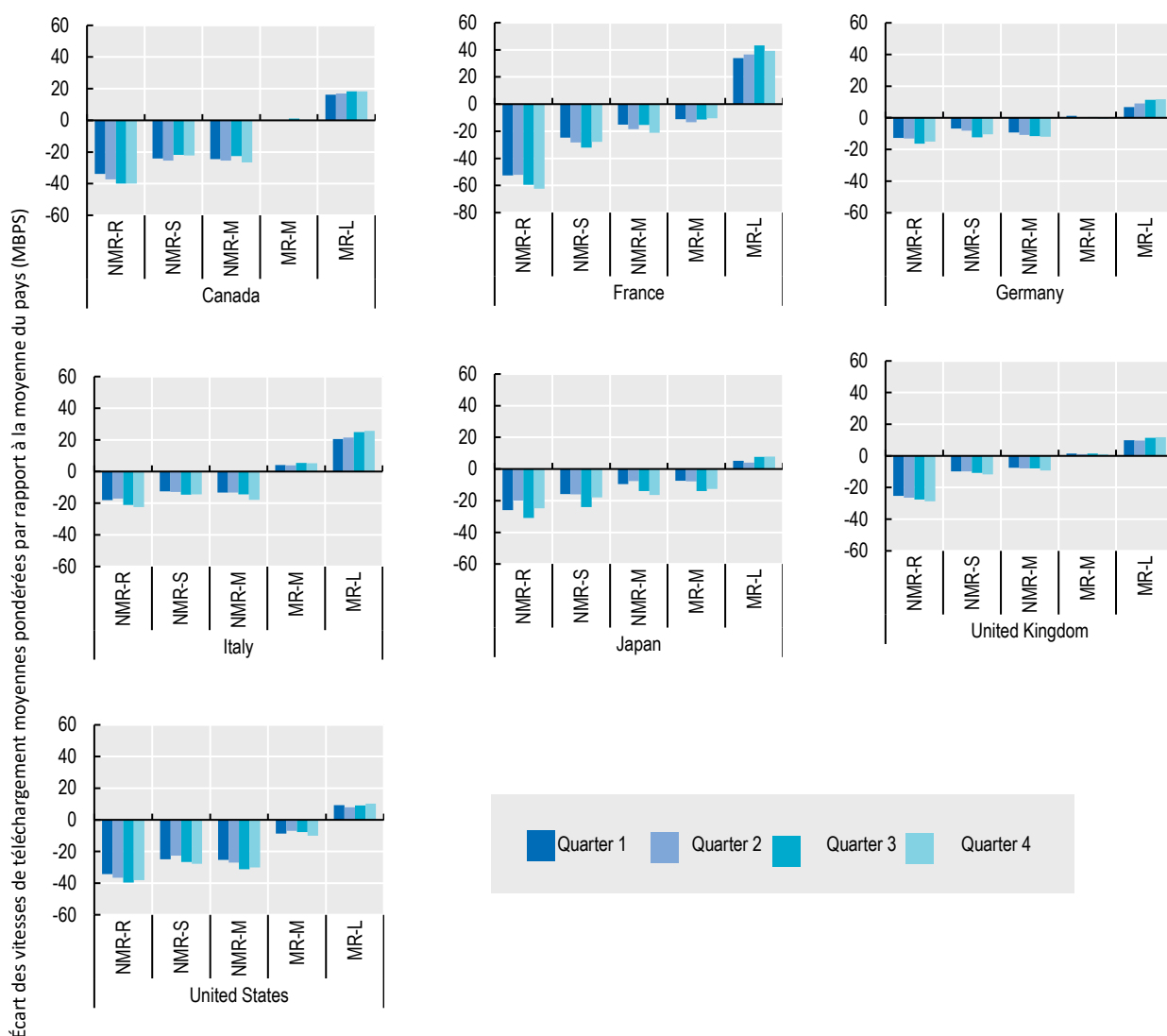
L'accessibilité à un haut débit de qualité et la participation des femmes au marché du travail dans les régions permettant le télétravail

Un facteur essentiel pour le télétravail est de disposer d'une infrastructure de télécommunications de qualité, qui est généralement plus faible dans les régions non métropolitaines, en termes de couverture et de vitesse (Figure 5). En particulier, l'absence de haut débit de qualité est susceptible de limiter les possibilités de télétravail dans les régions rurales, où les indicateurs de la qualité de l'internet sont systématiquement inférieurs à ceux des régions non métropolitaines. En fait, dans les pays où il y a une

distribution plus équitable (faible variance) des vitesses du haut débit fixe entre les territoires, il y a également une distribution plus équitable dans les parts d'emplois de télétravail (par exemple, le Royaume-Uni et l'Allemagne).

Figure 5. Vitesses de téléchargement du haut débit fixe (2020, Q1-Q4)

Écart de la vitesse moyenne de téléchargement du haut débit fixe en mbps par rapport à la moyenne du pays (moyenne pondérée), 2020



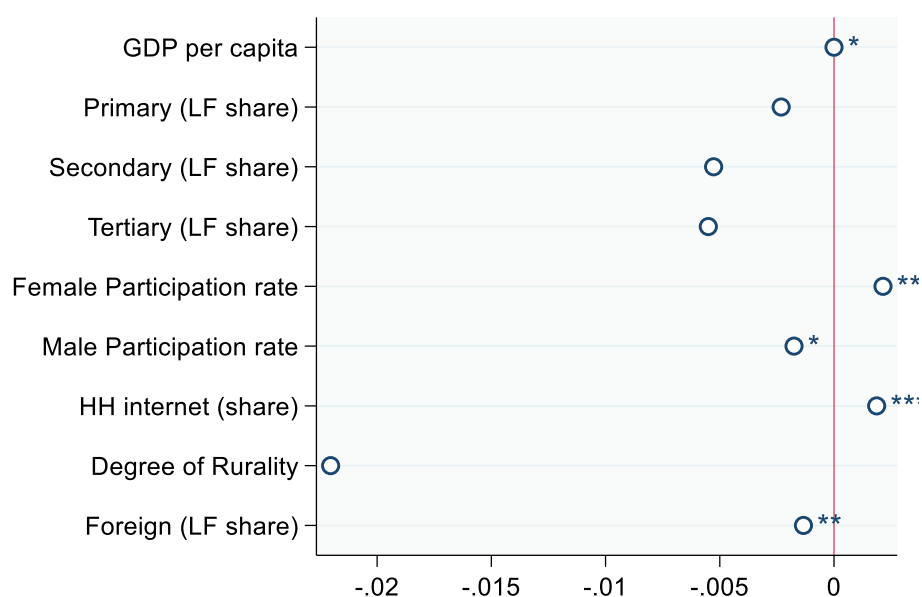
Source : Calculs de l'OCDE basés sur les cartes de performance des réseaux fixes et mobiles mondiaux Speedtest® by Ookla®. Basé sur l'analyse par Ookla des données Speedtest Intelligence® pour 2020Q1-Q4. Fourni par Ookla et consulté le 2021-01-27. Les marques d'Ookla sont utilisées sous licence et reproduites avec autorisation.

L'analyse révèle que la proportion de femmes dans la population active est également un déterminant important du potentiel régional du télétravail (Figure 6). Les femmes sont plus susceptibles d'avoir des

emplois compatibles avec le télétravail. Parallèlement, dans les régions non métropolitaines (rurales), le taux d'activité des femmes est plus faible que dans les régions métropolitaines. Étant donné que les femmes ont tendance à avoir des emplois mieux adaptés au télétravail que les hommes, et compte tenu du taux plus faible de participation des femmes dans les zones rurales, des dispositions plus généralisées en matière de télétravail pourraient créer des opportunités de relance rurale grâce à l'emploi des femmes. Toutefois, si elle n'est pas bien gérée, une transition plus généralisée vers le télétravail peut également avoir des effets négatifs sur la prise de décision au sein du ménage (par exemple, sur la garde des enfants et les tâches ménagères), en fonction du niveau de soutien disponible pour les femmes et les familles qui travaillent.

Figure 6. Télétravail dans les pays du G-7 (2019)

Déterminants des parts régionales des professions susceptibles d'être exercées à distance dans les régions TL2



Source : Enquête européenne sur les forces de travail ; American Community Survey ; Enquête canadienne sur les forces de travail ; base de données régionale de l'OCDE.

Le COVID-19 pourrait conduire à l'approfondissement des clivages au sein des marchés du travail aux niveaux national et local : preuves aux États-Unis

Aux États-Unis, l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le marché du travail a été réparti de manière inégale dans la population :

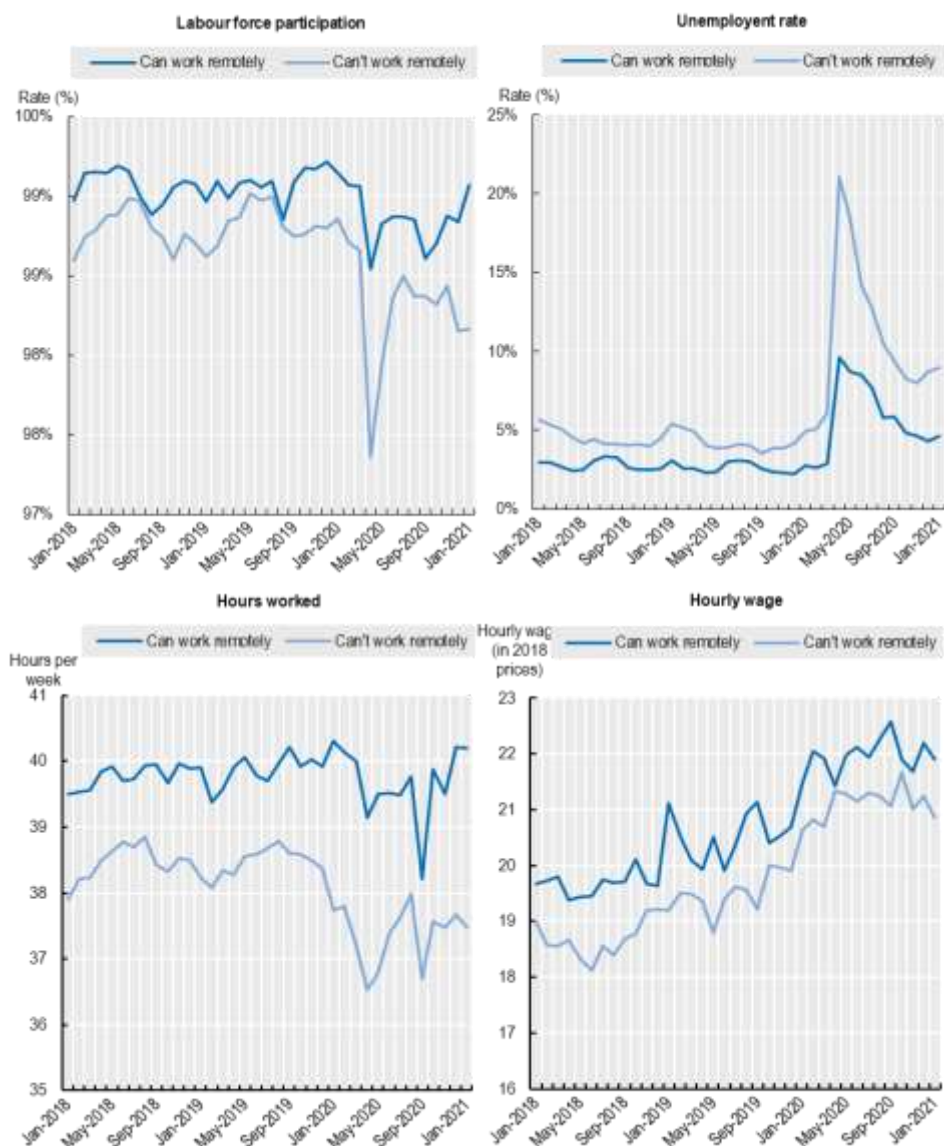
- Les travailleurs qui ont pu travailler à distance ont été moins touchés par les effets négatifs sur le marché du travail. Les travailleurs ayant un fort potentiel de télétravail étaient moins susceptibles de quitter la population active ou de se retrouver au chômage pendant la crise que ceux ayant un faible potentiel de télétravail (Figure 7).
- Les groupes déjà défavorisés ont été les plus durement touchés par la crise. D'après les données du marché du travail américain, les jeunes (16 à 34 ans), les personnes âgées (55 ans et plus), les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs migrants ont connu la plus forte augmentation de leur taux de chômage pendant la crise.

Les travailleurs les plus vulnérables aux effets négatifs de la crise sont généralement surreprésentés en dehors des zones métropolitaines. Les travailleurs situés dans des zones non métropolitaines étaient plus

de deux fois plus susceptibles d'être confrontés au chômage que ceux situés dans des zones métropolitaines aux États-Unis.

Figure 7. Résultats sur le marché du travail en fonction du potentiel de télétravail chez les travailleurs ayant un potentiel de télétravail élevé et faible aux États-Unis

Résultats sur le marché du travail en fonction du potentiel de télétravail chez les travailleurs ayant un potentiel de télétravail élevé et faible aux États-Unis



Note : Les panneaux représentent l'évolution des indicateurs du marché du travail séparément pour les travailleurs qui peuvent télétravailler et ceux qui ne le peuvent pas. Les travailleurs sont classés selon la classification des professions de Dingel et Neiman.

Source : Calculs de l'OCDE basés sur l'enquête sur la population actuelle (CPS).



Photo : Rénovation d'une maison traditionnelle japonaise en bureau satellite (Kamiyama-cho, préfecture de Tokushima)

Source : MLIT Japon

Vers la nouvelle normalité

L'augmentation du télétravail sera probablement un héritage durable de la crise

Bien que la transition vers le travail virtuel ait été une expérience forcée pour beaucoup, elle a produit un certain nombre de résultats positifs, notamment la réduction temporaire des émissions de gaz à effet de serre, un plus grand potentiel pour un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée et des économies de coûts. Le télétravail peut également créer de nouvelles opportunités d'emploi pour des personnes qui n'auraient pas pu rejoindre le marché du travail autrement, notamment les femmes et les personnes souffrant de certains handicaps. Ces aspects positifs, ainsi que les preuves que le télétravail peut fonctionner, devraient signifier que les modalités de télétravail, au moins sous une forme hybride, sont là pour rester.

Mais la transition nécessitera un soutien pour atténuer certains des coûts

Malgré les nombreux aspects positifs du télétravail, la transition nécessitera une gestion attentive de la part des gouvernements, des entreprises et même des travailleurs. La pandémie a également révélé un certain nombre de défis liés, par exemple, aux lacunes de l'infrastructure numérique, aux compétences numériques et aux différences dans la capacité d'adoption de certains travailleurs et entreprises. Ces défis risquent d'accroître la fracture numérique, en particulier pour les petites entreprises, les personnes peu qualifiées et les régions disposant d'une infrastructure numérique insuffisante. En outre, le télétravail a également généré, pour beaucoup, des effets secondaires sociaux négatifs tels que l'isolement ou les heures supplémentaires cachées (certains sont en partie associés aux effets des mesures de confinement).

La possibilité de télétravailler ouvre de nouvelles opportunités pour les lieux situés en dehors des grandes villes pour atteindre de nouveaux marchés et d'attirer de nouveaux résidents et entreprises.

L'adoption accrue de méthodes de travail et d'interactions sociales virtuelles incite certains travailleurs à s'installer en dehors des grandes villes (à temps partiel ou complet). La possibilité de travailler virtuellement, associée à une plus grande disponibilité de logements adéquats, à un coût de la vie moins élevé et à un environnement plus agréable en dehors des grandes villes, peut attirer les travailleurs. Pour les entreprises, la pandémie a augmenté le nombre de celles qui envisagent de modifier leur stratégie immobilière, soit en réduisant leur taille, soit en délocalisant une partie de leurs bureaux. Par exemple, une récente enquête du gouvernement japonais a révélé que 14 % des entreprises ayant leur siège à Tokyo envisageaient de modifier leur stratégie immobilière en raison de la pandémie. La plupart d'entre elles prévoient de réduire la taille de leurs bureaux (48 %), tandis que les autres envisagent de relocaliser une partie (17 %) ou la totalité (35 %) de leurs bureaux.

Encadré 1. Changements possibles des stratégies immobilières des entreprises au Japon : éléments d'enquête

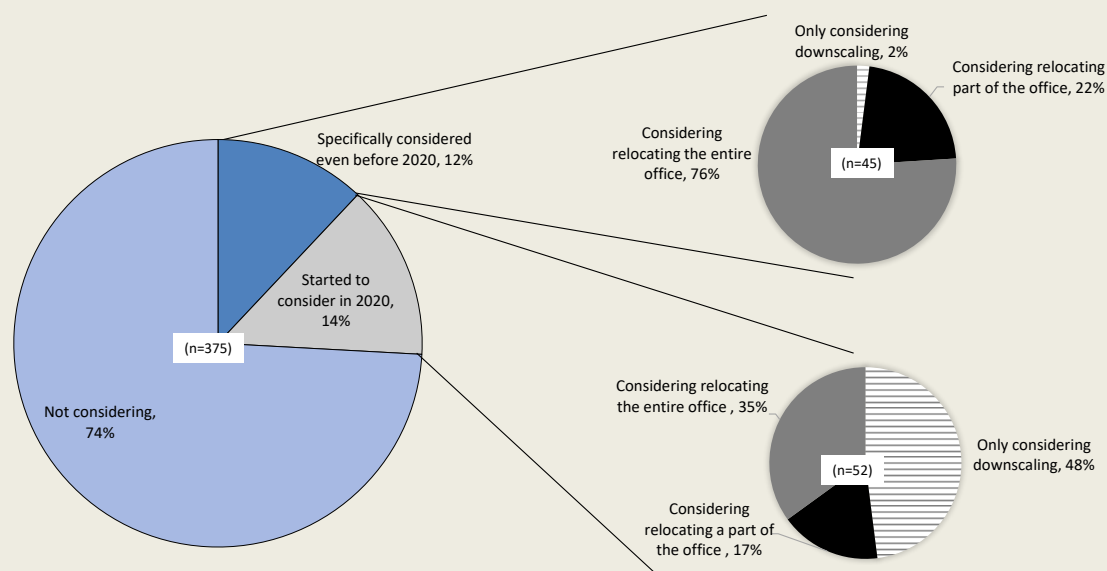
En avril 2020, le gouvernement japonais (comme de nombreux autres gouvernements) a annoncé l'état d'urgence en raison des infections au COVID-19 et a donné aux gouverneurs une plus grande autorité juridique pour inciter les gens à rester à l'intérieur et les entreprises à fermer. Contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays occidentaux, l'application de la loi repose davantage sur la pression des pairs et la tradition profondément ancrée au Japon du respect de l'autorité, plutôt que sur l'imposition d'amendes.

Le ministère du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme a mené une enquête au cours de l'été 2020 auprès de 375 entreprises ayant leur siège à Tokyo afin d'évaluer les projets des entreprises en matière de télétravail après le COVID-19. Quelque 53 % des répondants ont déclaré que le télétravail se poursuivra, tandis que 18 % ont déclaré qu'il augmentera.

L'enquête a également cherché à identifier les plans des entreprises en matière de délocalisation à la suite du COVID-19. Sur la base de ce retour d'information, 26% des entreprises envisagent de délocaliser ou de relocaliser leur siège social (Figure 8). Certaines de ces entreprises avaient envisagé une délocalisation avant même la pandémie (12 %), tandis que d'autres ont commencé à l'envisager avec le début du COVID-19 (14 %). La plupart des changements dans les stratégies immobilières de ce dernier groupe d'entreprises prennent la forme d'une réduction de l'échelle du siège social (48%), tandis qu'un nombre important d'entreprises envisagent de délocaliser l'ensemble des bureaux (35%)

Figure 8. Plans de relocalisation des sièges sociaux des entreprises basées à Tokyo.

Déplacement de l'ensemble du bureau ou d'une partie du bureau, ou réduction d'échelle



Note : La figure de gauche illustre les réponses de 375 entreprises ayant leur siège à Tokyo concernant leur volonté de délocaliser un département/division spécifique ou l'ensemble du siège. Les chiffres de droite mettent en évidence le type de changement de stratégie des sièges sociaux des entreprises qui envisagent de délocaliser hors de Tokyo.

Source : Questionnaires réalisés par le MLIT en août 2020 auprès des entreprises répertoriées ayant leur siège à Tokyo.

Pourtant, un exode massif des villes n'est pas envisagé

Les grandes villes peuvent continuer à concentrer la plupart des travailleurs qualifiés et des entreprises grâce aux politiques en cours visant à se transformer et à améliorer la qualité de vie (par exemple, les villes à 15 minutes). Par exemple, la relocalisation temporaire ou complète d'un certain nombre de travailleurs hautement qualifiés en dehors des grandes villes et les changements dans les stratégies immobilières des entreprises pourraient faciliter la disponibilité de logements pour les travailleurs peu qualifiés ou favoriser la reconversion des bâtiments en espaces verts dans certains quartiers de la ville.

Étant donné que les régions métropolitaines et non métropolitaines mènent des stratégies pour devenir plus attrayantes pour les travailleurs éloignés, si elles ne sont pas bien gérées et coordonnées, une concurrence régionale accrue basée sur des mesures à court terme et temporaires pourrait aboutir à un scénario de "course vers le bas". Les mesures politiques et la concurrence pour attirer les travailleurs et les entreprises devraient plutôt viser à améliorer les conditions favorables, leur attractivité et leur capacité à tirer parti de la numérisation et de l'évolution technologique à l'avenir.

Différents modèles d'implantation pourraient émerger dans la normalité post-COVID-19 en raison de l'adoption accrue du télétravail.

Il existe un certain nombre de scénarios possibles d'habitat future qui pourraient émerger dans la nouvelle normalité, les travailleurs et les entreprises adoptant de plus en plus le télétravail. Il s'agit notamment des quatre scénarios suivants :

1. des changements structurels résultant d'un mouvement permanent des travailleurs hautement qualifiés en dehors des centres-villes,
2. l'expansion des zones de migration pendulaire autour des villes, par un effet "donjon",
3. une plus grande attraction des villes intermédiaires, et
4. maintien du statu quo, mais avec une plus grande adoption du télétravail.

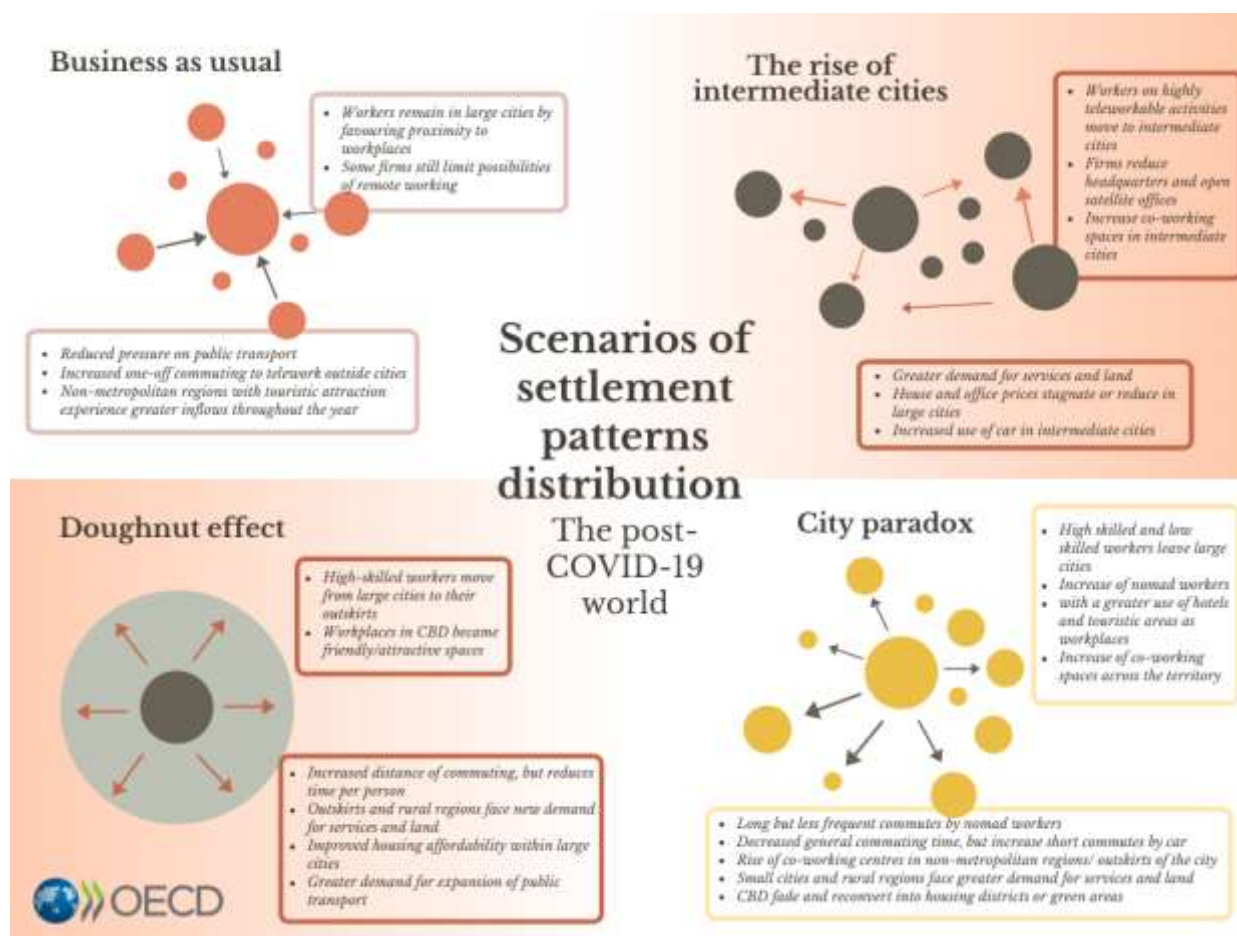
Ces scénarios ne sont pas nécessairement exhaustifs et pourraient ne pas se produire sous des formes mutuellement exclusives, avec des différences selon les pays et les lieux. Que le monde post-pandémique se rapproche de l'un de ces scénarios, d'une combinaison de plusieurs ou d'aucun, une chose est sûre : l'acceptation et l'adoption de méthodes de travail et d'interactions sociales virtuelles vont probablement augmenter.

Toute augmentation de l'adoption du télétravail impliquerait une augmentation de la consommation de ressources à domicile et de nouveaux modes de déplacement pour certains travailleurs. Dans certaines villes, la délocalisation des travailleurs entraînerait une nouvelle demande de liaisons de transport ou un allongement des distances parcourues en voiture.

S'ils ne sont pas bien gérés, ces changements dans les schémas de mobilité pourraient avoir un impact sur un certain nombre de domaines, notamment l'environnement (pressions sur l'utilisation des sols ou inefficacité en matière de gestion des ressources - eau, électricité ou déchets à domicile) et la prestation de services publics (éducation et santé dans les régions accueillant de nouveaux résidents permanents ou temporaires).

Quelle que soit l'évolution du monde post-pandémique, la technologie continuera à perturber les avantages de la proximité physique et la manière dont les personnes et les entreprises interagissent. Par exemple, la réalité virtuelle et augmentée, les drones ou les véhicules automobiles peuvent inciter les travailleurs et les entreprises à s'installer dans de nouveaux endroits.

Infographic 4.1. Distribution des modes d'habitat: 4 scénarios pour le monde post-COVID-19



Note : Ces quatre scénarios sont construits sur la base d'articles pertinents disponibles au moment de cette publication. Le scénario de l'effet Doughnut s'inspire de (Ramani et Bloom, 2021[23]), le scénario de l'essor des villes intermédiaires s'inspire des travaux en cours de Philip McCann ; le City Paradox est basé sur (Althoff et al., 2020[33]), tandis que le scénario Business as usual with more remote working world a été construit à partir de discussions internes à l'OCDE. CBD désigne les quartiers d'affaires centraux.

L'évolution technologique et d'autres mégatendances (changement démographique et climatique) peuvent façonner les scénarios des modes de peuplement après la pandémie. Les technologies émergentes, associées à une plus grande adoption du télétravail, conduiront probablement à de nouvelles formes de déplacement (par exemple, des déplacements plus longs et moins fréquents pour une partie de la main-d'œuvre), qui auront des effets économiques, sociaux et environnementaux, et les gouvernements centraux et locaux ont un rôle important à jouer dans la gestion de ces effets et des compromis potentiels.

Les points à retenir

Indépendamment du scénario post-pandémique, les politiques doivent être tournées vers l'avenir et être proactives pour saisir les avantages potentiels que le télétravail et d'autres technologies peuvent créer. En fin de compte, les décisions des personnes et des entreprises de se délocaliser, à temps plein ou partiellement, impliqueront une analyse coûts-avantages dans laquelle les actions des gouvernements nationaux et infranationaux peuvent jouer un rôle décisif. L'évolution des modèles de travail a des répercussions sur le développement régional et sur toute une série de domaines politiques, notamment les infrastructures, le soutien aux entreprises, les soins de santé et l'environnement.

Par conséquent, les gouvernements aux niveaux national et infranational doivent favoriser la mise en place de conditions favorables aux travailleurs et aux entreprises qui souhaitent adopter le travail hybride à distance, tout en améliorant la qualité de vie de la population dans toutes les régions. À cette fin, les réponses politiques des différents niveaux de gouvernement devraient se concentrer sur trois domaines principaux, comme suit :

I. Réduire les fractures numériques et faciliter l'adoption du télétravail dans les régions et chez les travailleurs et les entreprises:

- **Rendre les services de communication de haute qualité accessibles et abordables dans toutes les régions.** Cela implique de mettre en œuvre des politiques globales pour favoriser la concurrence sur les marchés des télécommunications, de simplifier les procédures de déploiement du haut débit et de créer des méthodes de financement pour accroître la connectivité (par exemple, modèles d'agrégation de la demande, partenariats public-privé, financement public pour étendre la connectivité, obligations de couverture dans les ventes aux enchères du spectre, approches ascendantes et traitement du dernier kilomètre).
- **Investir dans les compétences numériques des travailleurs et dans les capacités TIC des entreprises,** en particulier des PME. Il s'agit notamment de mettre en œuvre des formations sur l'utilisation de base des technologies TIC et de l'informatique, et de renforcer les capacités de maintenance des logiciels et des TIC dans les économies rurales.
- **Aider à surmonter les obstacles culturels et juridiques au télétravail.** Il s'agit notamment de promouvoir un "droit au télétravail" et à la "déconnexion", de mener des campagnes d'information et d'élaborer des lignes directrices pour gérer au mieux le télétravail, et d'adapter les régimes fiscaux et les cadres réglementaires pour mener des activités virtuelles.

II. Améliorer l'attrait et l'accessibilité de services de qualité, en particulier dans les régions non métropolitaines, par les moyens suivants:

- **Adapter les services de soutien pour améliorer les conditions du télétravail à tous les groupes de population,** en particulier les femmes et les jeunes. Quelle que soit l'ampleur de l'adoption du télétravail, les politiques visant à garantir la fourniture adéquate de services de soutien essentiels, tels que les services de garde d'enfants ou les mesures visant à concilier vie professionnelle et vie privée, resteront importantes. La crise du COVID-19 a également révélé

l'importance des interactions physiques. Les gouvernements peuvent aider en soutenant les espaces de co-working qui peuvent offrir des opportunités de réseau et des conditions de travail de qualité à ceux qui en manquent. Pour revitaliser les régions non métropolitaines, il convient de mettre l'accent sur les politiques visant à stimuler la participation des travailleurs âgés et des femmes au marché du travail (que ce soit virtuellement ou physiquement).

- **Améliorer l'offre d'une éducation et d'une santé de qualité en dehors des grandes villes en comblant les lacunes qui réduisent l'attrait de certaines régions non métropolitaines.** Alors qu'une augmentation potentielle de la population et de la demande de services qui en découle peut atténuer les défis de l'offre à petite échelle dans les régions non métropolitaines, il existe un certain nombre d'actions directes qui devraient être prises pour améliorer la qualité de l'éducation et de la santé, indépendamment du scénario futur d'adoption du télétravail, qui comprennent:
 - en ce qui concerne l'éducation : développer des groupes ou des réseaux d'écoles dans lesquels les écoles coopèrent officiellement sous une direction unique afin d'allouer les ressources de manière plus souple et efficace. Cette démarche pourrait être soutenue par des approches plus souples concernant la taille des classes et d'autres réglementations pertinentes.
 - en matière de santé : prévoir des incitations à la création de centres de santé pluridisciplinaires et renforcer l'offre de soins primaires et intégrés (qui constituent généralement le premier point de contact pour la majorité des besoins des patients en dehors des grandes villes). Les politiques visant à attirer, retenir et responsabiliser les travailleurs de la santé devraient également être renforcées.
- Adapter la fourniture de services aux changements démographiques résultant d'une plus grande adoption du télétravail.
- Promouvoir une plus grande utilisation de la numérisation pour fournir des services dans toutes les régions (par exemple, l'éducation et la santé en ligne). Il s'agit notamment de renforcer la coopération avec les entreprises d'information et de télécommunications (par exemple, temps réel et big data) afin d'améliorer l'efficacité de la fourniture de services locaux.
- Coordonner les politiques d'attraction régionale, tout en décourageant les stratégies régionales visant à attirer les acteurs économiques qui reposent sur des incitations fiscales et des subventions. Les politiques locales visant à renforcer l'attractivité régionale devraient se concentrer sur l'amélioration de la qualité de vie (par exemple, réseaux de transport et logements abordables) et de l'environnement des entreprises (par exemple, infrastructures TIC abordables et de qualité, compétences, esprit d'entreprise, gouvernance et réglementation de qualité).

III. Veiller à ce que les résultats du télétravail soient efficaces et écologiquement durables:

- **Élaborer des politiques d'aménagement du territoire, de logement et de transport qui soient tournées vers l'avenir et bien coordonnées.** Les politiques devraient s'adapter aux différentes formes de déplacements domicile-travail et de styles de travail post-COVID-19 (y compris la relocalisation permanente ou la double résidence). Par exemple, les autorités devraient veiller à ce que les projets de transport public soient alignés sur les nouveaux projets de co-working et de logement dans les régions non métropolitaines, en particulier dans les zones proches des grandes villes.
- **Adapter les politiques environnementales aux effets d'une plus grande dispersion des acteurs économiques.** Il s'agit notamment d'adapter les politiques d'efficacité énergétique dans le domaine du logement et de la gestion des ressources (eau et déchets) à l'évolution de la population, tout en évitant les effets de l'étalement urbain et en adaptant les transports publics aux nouvelles formes de déplacement domicile-travail.

Références

- Althoff, L. et al. (2020), *The City Paradox: Skilled Services and Remote Work*, Munich Society for the Promotion of Economic Research - CESifo. [7]
- Dingel, J. and B. Neiman (2020), “How many jobs can be done at home?”, *Journal of Public Economics*, Vol. 189, p. 104235, <http://dx.doi.org/10.1016/j.jpubeco.2020.104235>. [3]
- Dingel, J. and B. Neiman (2020), “How Many Jobs Can be Done at Home?”, *Becker Friedman Institute White Paper*, March, <https://bfi.uchicago.edu/working-paper/how-many-jobs-can-be-done-at-home/>. [5]
- Fadic, M. et al. (2019), “Classifying small (TL3) regions based on metropolitan population, low density and remoteness”, *OECD Regional Development Working Papers*, No. 2019/06, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/b902cc00-en>. [4]
- Mapbox (2021), *Mapbox Movement data*, <https://www.mapbox.com/movement-data> (accessed on June 2020). [11]
- OECD (2020), *OECD Regions and Cities at a Glance 2020*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/959d5ba0-en>. [2]
- OECD (2020), *Rural Well-being: Geography of Opportunities*, OECD Rural Studies, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/d25cef80-en>. [8]
- OECD (2019), *Going Digital: Shaping Policies, Improving Lives*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264312012-en>. [10]
- OECD (2019), *OECD Territorial Reviews: Hidalgo, Mexico*, OECD Territorial Reviews, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264310391-en>. [1]
- OECD (2019), *Regional Database*, <https://doi.org/10.1787/region-data-en>. [9]
- Ramani, A. and N. Bloom (2021), *The doughnut effect of COVID-19 on cities*, <https://voxeu.org/article/doughnut-effect-covid-19-cities>. [6]